

Algérie : le PST dans la campagne législative

dimanche 29 avril 2012, par [KEBCI M.](#), [MECHAI Hamida](#), [RAFA Amar](#) (Date de rédaction antérieure : 26 avril 2012).

Sommaire

- [Le PST reconnaît que « le](#)
- [Pour des renationalisations](#)

Le PST reconnaît que « le citoyen a boudé la campagne électorale »

Le secrétaire général du parti socialiste des travailleurs (PST), Mahmoud Rachedi a fustigé le programme économique du premier ministre Ahmed Ouyahia, chef du parti pour le rassemblement national démocratique (RND). Invité à la chaîne III, ce mercredi 25 avril, Ahmed Ouyahia a parlé d'« assainissement des entreprises algériennes par la Bourse », le PST réplique : « le programme d'Ahmed Ouyahia a pour dessein la privatisation massive des entreprises nationales en s'accaparant de l'argent public ».

Le PST qui participe aux élections législatives du 10 mai avec 6 listes considère que « plus que jamais le libéralisme menace l'Algérie. Sa poussée depuis les années 90 a conduit le pays à un désastre économique ».

Par ailleurs et dans son bilan de campagne, le secrétaire général du parti socialiste a estimé que si les « algériens ont déserté les campagnes électorales cela est dû au fait que le champ politique était très fermé du coup les gens se désintéressent des élections et de la vie politique et on a pu le constater durant les meetings ».

Le PST par le biais de son secrétaire général est pour des mesures pour sanctionner les sociétés étrangères qui ont pu avoir des intérêts inimaginables sur notre sol ».

« Nous revendiquons l'annulation de la Bourse d'Alger, nous sommes contre l'importation de la main d'œuvre qui ne profitent pas à l'Algérie, nous sommes contre l'importation des produits de luxe », a indiqué Mahmoud Rachedi, lors d'une conférence à Alger.

Tous les secteurs sont touchés par la poussée du capitalisme : l'eau, les aéroports... « Cela est un danger pour la souveraineté du pays », a-t-il estimé.

« On fait de la surenchère vis-à-vis de la France. Dans ses sorties médiatiques Belkhadem a déclaré que la « France doit s'excuser pour ses crimes coloniaux en Algérie ». Ces déclarations sont tout à fait incohérentes avec la réalité. Si on considère de près ce que le pouvoir actuel fait de l'économie, on va comprendre que cet esprit nationaliste est vraiment mal placé ».

« Nous sommes contre les banques et les sociétés d'assurance privées... », poursuit Mahmoud Rachedi. Ce qui est certain pour lui c'est que « dans sa stratégie économique actuelle, l'Algérie sauve l'économie des pays investisseurs dans les différents secteurs et fait crouler le pays ».

Le maire de Barbacha (Bejaia) Mohand Sadek Akrouf, tête de liste du PST dans la même wilaya,

également présent durant la conférence du PST a considéré que la crise en Algérie sévit sur tous les plans : « *une crise enchevêtrée dont la principale cause ce sont les enjeux et les intérêts économiques* ».

« *Jusque là le pouvoir en place n'adopte aucune politique et se contente à chaque fois d'acheter la paix sociale* » ajoute le maire de Barbacha.

« *L'agriculture n'est pas épargnée, rien n'est fait pour encourager le fellah* » estime le tête de liste du PST à Bejaia. « *L'Algérie possède des milliards destinés à une classe bien déterminée au détriment du peuple* ».

Le secrétaire général du PST de son coté assure que son parti apporte son soutien à la grogne des travailleurs du Cevital à Bejaia. Et prend la défense des travailleurs de la laiterie de Draa Ben Khedda qui sont contre la privatisation.

« *Nous voulons la renationalisation des entreprises nationales telle que Asmidal, nous sommes pour le retrait de l'autorisation à Orascom...* ».

Hamida Mechai

Le journal *El Watan* du 26-04-2012 :

http://www.elwatan.com/actualite/le-pst-reconnait-que-le-citoyen-a-boude-la-campagne-electorale-25-04-2012-168237_109.php

SE DÉCLARANT OPPOSÉ À LA POLITIQUE LIBÉRALE DE L'ÉTAT Le PST réclame la nationalisation des grandes entreprises

LE SECRÉTAIRE général du Parti socialiste des travailleurs (PST), Mahmoud Rachidi, a dénoncé solennellement les déclarations à la radio du SG du RND, Ahmed Ouyahia, affirmant que son programme prévoit de dépenser des milliards pour assainir les entreprises publiques pour ensuite les privatiser.

Lors d'une conférence de presse, hier, M. Rachidi a expliqué que cette affirmation voudrait dire que « *l'on prend l'argent du Trésor public pour ensuite le distribuer à une caste de privés ayant des appuis au sein du pouvoir* », et que « *l'opération d'assainissement a pour objectif la mainmise sur ces entreprises* ». Il a précisé, en revanche, que son parti est « *favorable à un assainissement des entreprises publiques en vue de construire une économie nationale forte* ». Le SG du PST a, d'autre part, exprimé sa solidarité avec les 16 travailleurs de Cevital licenciés, dit-il, « *pour avoir revendiqué l'amélioration de leurs conditions de travail et l'application de la législation du travail, notamment la création d'une section syndicale* ».

Intervenant à mi-chemin de la campagne électorale des élections législatives auxquelles son parti prend part dans 6 wilayas, le premier responsable du PST a, en préambule à la présentation de son programme économique, indiqué que « *la politique libérale imposée par le pouvoir dans les années 90 est responsable de la catastrophe que vit le pays sur les plans économique et social* », avant de détailler que les hydrocarbures représentent 98% des recettes du pays, alors que ses importations se chiffrent à 50 millions de dollars annuellement. « *Le pays a besoin de tout, routes, barrages et industries, etc.* », a-t-il affirmé, ajoutant que « *l'Algérie dispose de réserves de change de presque 200 milliards de dollars et est le pays le moins endetté de la région Mena, mais son peuple est des*

plus pauvres ».

En mettant en garde contre les dangers extérieurs qui guettent le pays, il a souligné la nécessité de constituer un « front intérieur solide » pour pouvoir y faire face.

Après avoir donné la parole à un candidat tête de liste du parti à Béjaïa, Mohand-Sadek Akrouf, actuel président d'APC et enseignant d'université en économie de son état, qui a décortiqué la crise multidimensionnelle et dénoncé « *la politique rentière et clientéliste de l'Etat* », Mahmoud Rachidi a revendiqué, au nom de son parti, un plan de nationalisation des grandes entreprises, citant les complexes d'El Hadjar, Asmidal et les mines d'El Ouenza et Boukhadra. Il a, en revanche, réclamé l'arrêt des privatisations et la reprise de certaines d'entreprises, dont la laiterie de Draâ Ben Khedda, et demandé que des mesures de rétorsion soient prises à l'encontre des entreprises étrangères ayant réalisé des bénéfices énormes sur le dos de l'Algérie, notamment le retrait de la licence à Orascom et la reprise par l'Etat des cimenteries Lafarge.

Outre sa demande d'imposer la souveraineté de l'Etat aux institutions financières en vue de les protéger contre les effets négatifs du capitalisme, le PST exige la disparition de la Bourse d'Alger et l'arrêt de l'importation des produits de luxe, ainsi que les produits concurrents de la production nationale, en sus du retour urgent à la gestion de l'Etat des services publics, eau, ports et aéroports.

Et de réclamer, en outre, l'annulation de l'Accord d'association avec l'UE et du projet d'adhésion à l'OMC et la Zone arabe de libre échange (Zale). Sur un autre chapitre de son programme, le PST a plaidé pour le développement d'un secteur agricole productif, notant l'absence de planification et appelant à sévir contre les circuits informels de la distribution des produits agricoles.

Amar Rafa

* *La Tribune* du 26-04-2012.

<http://www.latribune-online.com/evenement/66930.html>

Pour des renationalisations tous azimuts

PARTI SOCIALISTE DES TRAVAILLEURS

Pour Mahmoud Rechidi, le secrétaire général du parti qui animait, hier mercredi une conférence de presse, c'est le caractère foncièrement libéral de cette stratégie économique qui est en cause puisque, selon lui, elle est à l'origine de la catastrophe actuelle avec ses conséquences néfastes sur le plan social.

Une politique rentière basée sur le clientélisme qui a conduit au bradage des deniers publics, saupoudrée d'une action peu solvable de l'achat de la paix sociale à coup de mesures temporaires sans impact majeur à long terme.

Et à Mahmoud Rechidi d'en vouloir pour preuves tangibles de cette situation, la facture d'importation de l'année dernière évaluée à 50 milliards de dollars, une première depuis l'indépendance du pays avec, en sus des 98%, des rentes du pays sont à mettre à l'actif des hydrocarbures.

Un paradoxe de plus, selon le patron du PST pour qui, il n'est pas normal pour un pays comme le nôtre dont les dirigeants se targuent d'une faramineuse cagnotte de près de 200 milliards de dollars. Des réserves dont près du tiers sont dans des banques américaines avec un taux d'intérêt dérisoire de 1%, regrettera-t-il, s'interrogeant sur le pourquoi de la non réévaluation de la monnaie nationale qui est, selon lui, le second élément de la souveraineté nationale après l'emblème national.

Une souveraineté que le conférencier dira trouver sérieusement malmenée du fait, arguera-t-il, que bien des secteurs tout aussi de souveraineté ou tout au moins stratégiques soient entre les mains de sociétés étrangères et françaises plus particulièrement.

« Comment parler de souveraineté quand les réseaux d'eau dans nos principales villes, nos ports, nos aéroports sont gérés par des sociétés étrangères ? Que reste-t-il de cette souveraineté dont on ne cesse de nous gaver à longueur de discours ? », lancera-t-il, dépité.

Ceci dit, le secrétaire général du PST ne restera pas au stade du constat puisqu'il tiendra à proposer l'alternative.

Celle-ci ne pourrait se réaliser, selon lui, sans la reprise par l'Etat des secteurs stratégiques de l'activité nationale avec, suggérera-t-il, une renationalisation de toutes les entreprises aussi bien économiques que de services, la récupération de ce qui peut l'être du foncier agricole, l'abandon des accords d'association d'avec l'OMC et l'UE, accords qui, selon lui, ne profitent nullement à notre économie dévitalisée à force de privatisations à tout bout de champ. M. Rechidi dénoncera, fort à propos, le Premier ministre Ahmed Ouyahia qui, dans la matinée d'hier sur les ondes de la Chaîne II de la Radio nationale, affirmait que l'Etat s'emploierait prochainement à la restructuration des entités économiques avant leur cession aux potentiels investisseurs privés par le biais de la bourse. Une aberration de plus, dira le premier responsable du PST pour qui, il est insensé pour un gouvernement de justifier le dérèglement récurrent dans le circuit de distribution par l'« argutie » de la main invisible qui y imposerait ses lois.

Timide campagne électorale

Sur le plan purement politique, le SG du PST a tenu à reconnaître que la campagne électorale pour les législatives du 10 mai prochain n'emballe pas tellement le simple citoyen.

Pour Mahmoud Rechidi, ce désintérêt est à mettre sur le compte de la fermeture du champ politique et du black-out médiatique ces dernières années. « Au bout d'une telle fermeture, il ne fallait pas s'attendre à un engouement du public pour la chose politique », dira-t-il.

Le premier responsable du PST ne se fait pas trop d'illusions quant au score de son parti à l'issue de ces législatives pour lesquelles il participe avec seulement six listes.

« Nous mettons à profit ces élections pour mieux nous faire connaître et vulgariser nos idées », soutiendra-t-il, affirmant que son parti est loin d'être électoraliste, d'où d'ailleurs, se défendra-t-il, « nous avons axé notre campagne pour des rencontres de proximité avec les citoyens ».

Le PST compte rendre un hommage au défunt militant du parti et, néanmoins, figure emblématique de l'action syndicale, Redouane Osmane, le 1^{er} mai prochain.

Une pensée suivie d'une rencontre avec des entités syndicales à l'issue de laquelle une plateforme sera élaborée et rendue publique. Le même jour, une marche populaire se tiendra à Béjaïa.

M. Kebci - Alger (*Le Soir*) - 26-04-2012

* <http://www.lesoirdalgerie.com/articles/2012/04/26/print-2-133432.php>

